

Certaines périodes de l'histoire du mouvement socialiste français ont été singulièrement privilégiées par les chercheurs (il en va ainsi de la fin du 19ème siècle, du début du 20ème siècle ou encore du Front populaire). Cette attention sélective rend plus évidentes les lacunes concernant les études sur la présence des socialistes dans les différents gouvernements de la IVème République.(1) Il est vrai que la proximité de la période rend aléatoire une recherche historique qu'au demeurant nous n'étions pas compétents pour mener à bien. L'objet que nous avons retenu est différent: nous avons voulu essayer de comprendre les raisons qui ont poussé la S.F.I.O. sur la pente d'une inexorable décadence, que la détention des responsabilités gouvernementales ne fit qu'accentuer. A cet égard, les années 1956-1957, celles du Front républicain, nous ont paru constituer un moment privilégié. Le ministère dirigé par Guy Mollet prit alors une série de décisions qui, à première vue, semblaient se situer aux antipodes de celles que l'on pouvait raisonnablement attendre de la part d'un gouvernement à direction socialiste.

C'est donc dans la mesure où le Front républicain pouvait nous aider à rendre compte de l'évolution de la S.F.I.O. que nous avons été amenés à examiner la gestion de ce gouvernement, influencé de façon décisive par la participation des socialistes. Accédant pour la dernière fois à ce jour à la direction du Ministère, ceux-ci inauguraient une té-

(1) Seul M. Roger Quilliot a consacré un ouvrage, d'ailleurs bienveillant, à ce sujet: "La S.F.I.O. et l'exercice du pouvoir-1944-1958", Fayard, collection "Les grandes études contemporaines", Paris, 1972, 838p.

gislature devant affronter des problèmes redoutables: injustices sociales, inflation renouissante, déséquilibres institutionnels, séquelles de la guerre froide et surtout décolonisation.

La difficulté essentielle à laquelle nous nous sommes heurtés découle de l'extrême nouveauté du contexte intérieur et extérieur de la fin de la IV^{ème} République. L'ambiguïté et l'équivoque sont les mots qui le caractérisent le mieux. Tout concourt à prouver que le milieu des années cinquante est ainsi l'une des rares et brèves périodes où l'histoire donne cette fausse impression d'hésiter, simplement parce qu'elle offre à des acteurs indécis des possibilités de choix importantes.

En effet, au moment où chaque classe tente d'effacer les traces des erreurs passées, les forces populaires peuvent légitimement espérer l'emporter, sur le plan politique tout au moins; après l'avancée de la libération et du tripartisme, après l'échec social et colonial de la droite, de 1947 à 1948, le résultat des élections législatives du 2 janvier 1956 laisse augurer des possibilités de changement appréciable, dans le cadre même du régime en place: la IV^{ème} République n'a-t-elle pas poussé la démocratie plus loin que toutes celles qui l'ont précédée? N'a-t-elle pas permis le développement d'un secteur public et de mécanismes planificateurs qui pourraient enfin faire prévaloir l'intérêt collectif sur le profit privé? La combativité retrouvée de la classe ouvrière (les premiers accords d'entreprise conclus chez Renault datent du 15 septembre 1955), la lutte commune menée depuis 1952 contre la droite au pouvoir, peuvent constituer les prélices de l'unité d'action entre les différentes organisations syndicales ou politiques de la gauche. Il n'est pas jusqu'à la toute récente détente internationale qui ne permette à la France de retrouver une liberté d'action certaine dans ses relations extérieures.

Dans l'autre camp, le capitaliste national, à la veille de s'ouvrir au marché européen, traverse une phase de restructuration fondamentale destinée à lui donner les moyens d'une domination renouvelée.

Rien n'est acquis, tout peut être en balance: le nouvel équilibre du rapport des forces sociales pourra être mis à profit par les futurs gouvernants qui sauront tirer de ce contexte une liberté d'action inespérée.

C'est là le caractère dominant que nous croyons déceler dans l'expérience du Front républicain: les déterminations économiques et sociales nous paraissent perdre singulièrement de leur force à propos des décisions prises en 1956-1957, dans la mesure même où le rapport des forces était relativement équilibré et pouvait le rester. Les socialistes qui accéderont au Gouvernement disposeront d'une grande marge de liberté qui, en contrepartie, leur fait endosser une responsabilité écrasante.

Le fait que les nouveaux gouvernants appartiennent à la S.F.I.O. aurait dû éviter d'inutiles interrogations sur les motivations de leur conduite: à parti socialiste, dirigeants audacieusement réformistes sinon révolutionnaires, faisant en toute hypothèse avancer leur pays sur la voie de la transformation sociale. En fait l'analyse de la politique qu'ils poursuivront devra emprunter des voies beaucoup moins directes; car s'il est une autre caractéristique, que l'on peut dès maintenant annoncer, c'est bien celle de la parfaite harmonie existant entre la S.F.I.O. et la France de l'époque.

Au sein du Parti socialiste, bien sûr sous des formes différentes, la même difficulté se présente en ce qui concerne l'évaluation du rapport de forces internes. Globalement, le Parti socialiste tend à se transformer en un véritable microcosme de la société française, en un témoin fidèle de la lutte sociale nationale. Il devient le reflet d'un multiclassisme où, toutes proportions gardées, le rôle de la classe dominante serait tenu par une bureaucratie d'origine étatique. Nous verrons ainsi que la faible opposition rencontrée par les ministres socialistes, au sujet de leurs décisions les plus inattendues, prouve qu'ils se sont montrés bons interprètes non seulement de leur propre organisation mais aussi de l'"opinion publique".

La S.F.I.O., en répercutant en son sein les hésitations du corps social, deviant incapable d'imposer à ses responsables un comportement " de classe " qui ne se rencontre plus guère qu'au niveau phraséologique. Leur attitude relève dès lors d'explications différentes. Face à cette autonomie retrouvée de la sphère politique, nous avons cru chercher utilement ces explications dans l'organisation du parti socialiste et singulièrement dans son héritage idéologique.

L'influence même de la S.F.I.O., en tant qu'organisation, sur la détermination de ses membres prend, sous la IV^{ème} République, une importance jusqu'alors inconnue. En effet, pour la première fois, ses dirigeants sont des produits de l'appareil, n'ayant connu aucun autre engagement politique et ayant gravi un à un tous ses échelons. Pour les adhérents qui ne se renouvellent plus guère, ils incarneront le " Parti " bien plus que n'ont pu le faire, à leur époque, des leaders venus tardivement au socialisme militant, comme Jaurès ou Blum. Leur interprétation des traditions de la " vieille maison ", de sa doctrine, donnera un éclairage nouveau et insoupçonné à cette mémoire collective intense et pieusement entretenue qu'est l'histoire du parti unifié depuis 1905. Celui-ci, à l'instar de tous les mouvements ouvriers, a toujours accordé une place remarquable à ses expériences passées. Les références aux succès comme aux échecs sont omniprésentes dans le " Parti de Guesde et de Jaurès ". (2)

C'est ainsi que, suggérée par l'objet même de notre étude, l'explication historique notamment par l'évolution des idées socialistes, sera l'un des axes de notre travail (complétée parfois par l'indispensable recours à l'examen de mécanismes psychologiques auxquels la liberté des acteurs donne un rôle insoupçonné). L'étude de " la lutte légale pour le

(2) On a pu écrire ainsi à propos du secrétaire général socialiste de 1956: "Ce qui est frappant dans tous ses écrits et dans tous les discours de Guy Mollet, c'est le recours à l'histoire et plus encore le goût des assimilations... Il n'y a pas beaucoup de dates et pas beaucoup de faits dans l'histoire selon Guy Mollet, mais ces dates et ces faits ont une importance fondamentale." (Jean Touchard: "La gauche en France depuis 1900", Le Seuil, collection "Points-Histoire", Paris 1977, 384 p., p.301.)

pouvoir" menée depuis près d'un siècle par le mouvement socialiste, qui constitue notre première partie, est ainsi indispensable à la compréhension de l'expérience du Front républicain, qui formera la substance de notre deuxième partie.

L'exercice du pouvoir en 1956 n'était évidemment pas une fin pour le mouvement socialiste; l'ampleur des bouleversements politiques qui l'accompagnèrent le transforma en un moment exceptionnel: la S.F.I.O. put croire en une possibilité de restructuration profonde du socialisme français. C'est la perspective dans laquelle nous placerons notre travail: celle d'une occasion unique qu'eut le Parti socialiste d'implanter la social-démocratie en France.